

Traite des personnes pendant la pandémie de COVID-19

J'ai survécu à huit ans de trafic sexuel à London, en Ontario, et le long du couloir de la 401. En outre, je suis persuadée que je figure sur Pornhub, même si je n'ai pas regardé, car cela me tuerait. Je travaille à plein temps avec les victimes de la traite et les personnes à risque. Je fais ce travail depuis plus de 15 ans, et avec l'arrivée de la COVID, les changements que nous observons dans ce domaine sont radicaux et rapides. Les méthodes habituelles de la traite des personnes changent et l'âge des victimes diminue considérablement. Historiquement, l'âge moyen d'une personne qui entrait dans ce système se situait entre 12 et 14 ans. Nous voyons maintenant cet âge passer à huit ou neuf ans parce que la traite familiale est en hausse. Avec la perte de leur emploi et de leurs sources de revenus, les familles se tournent maintenant vers leurs enfants pour y remédier. Ce type de traite, qui a toujours existé, est maintenant très répandu et beaucoup plus difficile à détecter pour les fournisseurs de services. Même si de nombreux enfants suivent des cours en ligne, dans bien des cas, il n'existe pas encore de base de données ni de méthodes de suivi permettant de savoir qui participe réellement à ces cours. De plus, les enseignants ne peuvent pas se fier à leur interaction physique avec les enfants pour remarquer des changements de comportement. Comme nous le savons, les hommes sont de plus en plus enclins à utiliser du matériel d'exploitation des enfants, et les parents (trafiquants) en profitent. Non seulement les jeunes sont contraints de le faire, mais d'anciennes victimes de la traite, hommes et femmes, qu'on faisait passer physiquement d'un agresseur à l'autre, leur font faire des webcams et de la pornographie en direct. Nous savons que c'est vrai, car la récente publicité autour de Pornhub nous a montré une partie de l'ampleur de ce phénomène. Porn Hub n'est d'ailleurs pas la seule plateforme qu'on utilise; il y en a bien d'autres. Les personnes avec lesquelles je travaille sont sollicitées par des acheteurs en ligne et sont forcées par ceux qui les contrôlent de se soumettre à des actes horribles. Citons le cas bien documenté d'une femme qui a été forcée de s'étrangler en ligne au point d'en mourir. On nous blesse physiquement lorsqu'on refuse de se prêter au jeu. On m'a amputée des mamelons.

Les enfants sont livrés à cinq hommes à la fois. On interdit à ces victimes d'utiliser une quelconque forme de protection comme des moyens de contraception ou des préservatifs et on les empêche de porter des masques. Je tiens à aborder ces questions, car, en ce moment même, des millions d'enfants sont littéralement exposés à des risques élevés. La pandémie de COVID a changé le visage de la traite des personnes, et les fournisseurs de services de première ligne doivent en être conscients. Il y a ici des problèmes propres aux mineurs. Si un mineur se retrouve dans un service d'urgence, comment le séparer d'un parent ou d'un tuteur pour lui poser les questions pertinentes? Je travaille actuellement avec des médecins à créer un programme de formation à ce sujet pour les résidents. Un des outils que nous élaborons consiste à permettre aux médecins d'ordonner des examens qui ne sont pas nécessaires, par exemple des rayons X, et à former les radiologues à poser des questions qui tiennent compte des traumatismes. Nous apprenons aux professionnels de la santé à bien choisir leurs mots. Nous leur montrons, par exemple, à ne pas demander à un enfant si on lui fait faire des choses « dégoûtantes » pour éviter de créer chez lui un sentiment de honte qui l'empêcherait ensuite de raconter ce qui lui arrive.

Pour résoudre ce problème, il est possible de prendre certaines mesures. Non seulement il faut en parler, mais il faut aussi les mettre en œuvre partout. Je reçois continuellement des appels de victimes, mais il arrive souvent que ce soient des membres de leurs familles qui prennent contact avec moi. Ces personnes veulent savoir comment faire pour que les images soient retirées d'Internet. Il faut se pencher sur l'ALENA et le modifier afin que les plateformes soient tenues responsables. On doit

continuer d'étudier le projet de loi C-36. Il ne s'agit pas de légiférer sur la moralité. Je suis allée aux Pays-Bas, à Amsterdam, et en Allemagne. Ce sont deux pays qui ont prouvé que la légalisation ne fonctionne pas. En Allemagne, sur les quelque 400 000 personnes prostituées, 80 % sont victimes de la traite des personnes. La criminalité organisée a pris le dessus au point que l'Allemagne envisage sérieusement de mettre en œuvre le modèle nordique. Il s'agit d'une expérience sociale qui a échoué lamentablement aux dépens et au prix de millions de vies. Ce pays deviendra une destination de tourisme sexuel sans qu'il y ait moyen d'exercer de contrôle. Un quartier de ce pays a fait l'objet d'une enquête communautaire. À cause des hommes qui traînent dans leur quartier, les enfants ont révélé qu'ils ne se sentaient en sécurité que dans leur chambre à coucher. Comment osons-nous permettre qu'une telle chose leur arrive?

Je peux personnellement parler du prix inestimable qu'il m'a fallu payer pour vendre l'intérieur de mon corps à des étrangers – non seulement sur le plan physique, mais aussi sur le plan mental et spirituel. C'est le seul secteur où les plus jeunes et les moins expérimentés sont les plus recherchés. N'oubliez pas que pendant que vous lisez ceci, nous sommes nombreux à nous trouver littéralement dans les tranchées chaque jour pour ramasser les morceaux de ce qui reste des victimes.

La nourriture, l'eau, l'air, la sécurité, l'éducation et la liberté sont des droits fondamentaux; le sexe n'en est pas un.

J'espère sincèrement que vous tiendrez compte de ce que j'ai dit, car c'est l'expérience que j'ai vécue.

Caroline Pugh-Roberts